

28 janvier 2008
Allocution Eric DOMB
Président de l'Union Wallonne des Entreprises
A l'occasion des vœux de Nouvel-An de l'UWE

Je ne sais pas ce que vous pensez de la période qui se situe du 15 décembre à fin janvier.

Fin décembre nous entrons en hibernation, nous ressemblons à des ours. Et puis les cartes de vœux commencent à s'accumuler, et je suis convaincu Mesdames Messieurs chers amis, que par l'éminence de vos fonctions, que par les réseaux d'amis que vous avez autour de vous, ces cartes de vœux sont nombreuses.

Moi, elles me laissent un goût un peu amer, parce que je trouve que trop souvent ces vœux sont des prétextes à des effusions sans lendemain, et c'est sans doute pour cette raison que nos vœux ne s'accomplissent pas.

Alors ce soir je me suis dit que ce serait quand même sympathique si pour une fois, tous ensemble, nous pouvions former des vœux. Je ne parle pas de vœux qui relèvent de la providence, du destin, de la santé, de l'amour, de toutes ces choses sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle.

Non je vous parle plutôt des vœux sur lesquels nous avons une certaine emprise.

C'est Anatole France qui disait : « Pour faire école les roses il faut y croire ».

Alors quels vœux pourrions-nous former ensemble ce soir ? Je crains, Mesdames, Messieurs, qu'il va être difficile de former des vœux à très court terme. Car il est difficile d'être optimiste à très court terme.

Nous assistons depuis des mois à une guerre des mots alors qu'on souhaiterait une guerre des idées. Et certaines attaques sont tellement viles, tellement rampantes qu'il faut les combattre.

Il est difficile d'être constructif à court terme.

Je me permettrais de vous donner un exemple de la difficulté d'être optimiste à court terme. Ce sujet a été brillamment évoqué par Bruno : la fiscalité des entreprises.

Aujourd'hui diverses attaques portent sur des mesures qui ont été adoptées par le gouvernement précédent. Ces mesures s'appellent intérêts notionnels car, sans doute pour une question de marketing, il était plus facile d'appeler d'un nom inintelligible ce qui était en définitive une diminution de l'impôt des sociétés.

En fait quel est le dilemme ?

Le dilemme c'est que si nous, francophones, nous souhaitons arriver à un accord pour rester ensemble dans la maison « Belgique », il va sans doute falloir accepter une certaine séparation de corps en espérant qu'elle n'aboutisse pas vers une séparation de biens. Parmi les matières qui sont envisagées pour être servies toutes crues sur l'autel de la régionalisation : l'impôt des sociétés en fait clairement partie.

Et là j'aimerais comprendre. Nous n'avons pas encore fait la démonstration qu'il était possible d'atteindre un certain consensus sur une diminution raisonnable de l'impôt des sociétés pour se situer tout simplement dans la moyenne européenne. Cessons de considérer les David que nous sommes, les entreprises belges et wallonnes en particulier – et il ne suffit pas de dire que les Goliath puent et mangent du chien - alors qu'il suffit que l'on dénoue les chaînes que nous avons au pied et que l'on nous apprenne à tirer.

Et bien donc cette démonstration qu'il est impossible d'arriver à une diminution raisonnable de l'impôt des sociétés à l'échelon fédéral - qui est le sien - n'a pas encore été apportée.

Et que va-t-il se passer ? Si d'aventure et parce qu'il faudra bien faire un geste – le gouffre entre les Communautés s'est tellement agrandi au cœur des années qu'il faudra bien trouver le ciment qui, on l'espère, ne fissurera pas trop vite. Demain, faute d'accord au fédéral on accepterait une régionalisation partielle de l'Isoc sous la forme de soustractionnel. Que va-t-il se passer ? Je suppose que nos frères flamands – en quelques jours, en quelques minutes – en tireront les conclusions qui s'imposent et que les entreprises flamandes bénéficieront d'une diminution de l'impôt des sociétés.

Imaginez-vous un seul instant qu'il serait imaginable que les entreprises wallonnes, qui se déploient dans une région moins prospère que la Flandre, résistent longtemps à un différentiel de l'impôt ? Tôt ou tard - pour éviter le phénomène de concurrence ridicule, et parce que, quelque part, cela fait quand même un peu désordre, quand on est moins riche, d'imposer davantage les entreprises qui essaient de se développer sur notre territoire wallon - tôt ou tard il faudra s'aligner.

D'où ma question : si on régionalise l'Isoc en partie, pour quand même arriver à une diminution dans les trois Régions, qu'aurons-nous gagné en définitive ? Une augmentation significative du coût de l'Etat. Car en 25 ans de régionalisation le poids de l'Etat n'a cessé d'augmenter.

Donc, je citais l'exemple de l'Isoc, et la difficulté d'être optimiste à court terme. Comme je veux que nous nous quittions ce soir le sourire aux lèvres, après avoir bu le verre de l'amitié, je propose de porter ensemble le regard un peu plus loin et d'imaginer ce que pourrait être notre belle région d'ici 2020.

De penser ensemble à la Wallonie de nos enfants. Et ce vœu de faire de la Wallonie une des régions les plus entreprenantes d'Europe, nous avons toutes les raisons d'y croire.

Car quand on regarde avec un peu de recul, que voit-on ?

- La deuxième région la mieux située au niveau transport et logistique sur l'ensemble de l'Europe, après la Flandre.
- Nous commençons – heureusement – à resserrer les liens avec ce qui devrait être notre capitale économique, Bruxelles, enserrée dans ses 160 km².
- Un des principaux mérites du Plan Marshall : on a identifié les pôles sur lesquels la croissance pouvait se construire – les 5 pôles de compétitivité qui donnent la primauté à l'industrie. Qui, quoi qu'en disent certains – est quand même l'épine dorsale sur laquelle une société de services peut se construire.
- On a assisté avec bonheur à une rationalisation du monde du savoir. Déjà 3 Académies aujourd'hui, et l'espoir que le « tirage de couverture à soi » qui est lié à l'historicité des universités, des centres de recherche, puisse se fondre dans une organisation sur base des domaines et non plus en fonction des ego des uns et des autres.

Tout cela va dans le bon sens.

Donc nous avons des raisons sérieuses d'espérer que notre belle région de 3.5 millions d'habitants puisse tirer son épingle du jeu d'ici 2020.

Même si on prend la situation de Liège ou de Charleroi, regardons les choses avec objectivité.

- Deux aéroports
- Une université importante à Liège
- Des centres de recherche à Charleroi
- Des jeunes et des moins jeunes qui n'ont pas encore mis le pied à l'étrier et qui peuvent être mobilisés.

Tout cela est extrêmement positif ! A quelques kilomètres à peine du véritable poumon que représente Bruxelles.

En fait ce vœu est une nécessité. Car nous savons que notre société est confrontée à un des plus vertigineux défis de son histoire. Dans le contexte de la grande compétition qu'est le village global aujourd'hui, notre population est vieillissante. Cela représente en valeur absolue une augmentation significative des pensions dans les années qui viennent, mais aussi une augmentation des soins de santé liée au fait qu'entre le moment où nous quittons notre activité professionnelle et où nous devenons grabataires, ce laps de temps devient de plus en plus long. Ces soins de santé ne cessent d'augmenter. Et donc les experts concluent qu'il est indispensable, d'ici 2020, de créer 500.000 postes de travail assumés en plus. Donc il ne s'agit pas de créer 500.000 emplois supplémentaires, mais 500.000 emplois nets supplémentaires.

Ce qui veut dire que, dans notre Région wallonne où le taux d'emploi avoisine les 56%, si on veut atteindre la moyenne européenne de 70%, cela représente le défi vertigineux de créer 230 à 250.000 emplois nets supplémentaires ! Si on prend ça sur un an : passer de 11.600, voire 12.000 actuellement à près de 18.000. C'est-à-dire une augmentation de 50% chaque année à partir de maintenant.

Comment y arriver ? D'abord arrêter la guerre des mots. Se retrouver tous ensemble autour de la table. Au moins faire l'exercice politique de la clarté. Je crois important qu'une nouvelle culture politique s'installe. Je le dis avec énormément de modestie et d'humilité. Ne croyez pas que je suis ici pour tenter de jouer les « yakistes ». Je vous exprime simplement une conviction personnelle que je crois partagée par beaucoup de personnes à l'UWE. Il est plus que temps que les partis démocratiques expriment leur programme non pas en mesures éparses mais avec un ou deux objectifs clairs.

Par exemple on peut rêver que demain les partis aient pour objectif d'atteindre un chômage frictionnel de 5 ou 6% et que l'ensemble des mesures envisagées seraient censées justifier et démontrer la capacité d'un parti de pouvoir atteindre cet objectif. Cela aurait au moins le mérite d'éclairer le citoyen-électeur.

Car de deux choses l'une : ou bien on conclut que les partis démocratiques sont plus ou moins d'accord sur les options à prendre et on pourrait imaginer au Gouvernement et au Parlement une grande communauté de pensée pour prendre les mesures salutaires qui s'imposent. A défaut, si on arrive à de véritables cassures et des stratégies très différentes, vous permettrez, Mesdames et Messieurs les politiques, que les citoyens vous choisissent en connaissance de cause.

Je crois que si nous voulons relever ce défi vertigineux de 512.000 emplois nets à créer (230.000 pour la Région wallonne), ce qui veut dire des personnes qui partent plus tard à la pension et des jeunes qui

mettent plus vite le pied à l'étrier, il faut – et ce sont mes 4 antennes, celles de l'UWE – se retrousser les manches pour relever 4 défis majeurs.

1/ L'efficacité publique, c'est-à-dire l'écologie non politique.

La culture de la sobriété, faire en sorte que celles et ceux en qui nous avons placé notre confiance pour conduire le changement demain – se prennent pour des jockeys.

Qu'est-ce qu'un jockey ? Quelqu'un qui veut gagner la course et qui se dit qu'en étant très léger rien ne l'empêche d'avoir la force nécessaire pour tirer la bride au moment voulu. Il ne faut pas être obèse, lourd, ni dépenser beaucoup pour être efficace. Et nos économies, ce sont des chevaux de course.

Aujourd'hui on parle beaucoup de grande compétition entre les entreprises, mais la compétition est au moins aussi importante entre les gouvernements et les politiques. Le pouvoir politique a un rôle majeur.

Regardez ce qui s'est passé les 40 dernières années. Croyez-vous sincèrement que les Indiens, les Chinois, les Brésiliens, les Russes ont vu soudain leur génome modifié ? Que le Chinois a changé ? Ne croyez-vous pas plutôt qu'un certain nombre de décisions politiques, comme l'accès à la propriété, l'ouverture des frontières etc. a réellement eu une influence et bouleversé ce qui était au départ des relations internationales qui concernaient un tiers de l'humanité, et aujourd'hui nous place dans une guerre sans merci, où les règles du jeu ne sont plus les mêmes ?

Le rôle du pouvoir politique est absolument énorme. Et il peut s'exprimer dans chacun de ces 4 chantiers. Je citais l'efficacité car je crois indispensable que cette sobriété puisse s'exercer. Pour avoir de l'efficacité, il faut motiver, inciter l'ensemble des travailleurs du secteur public, les encourager à faire davantage avec moins de moyens.

L'incitatif est le plus grand ressort de la nature humaine. J'ai lu quelque part que les incitatifs sont une technique éculée qui existait dans tous les régimes politiques. Si on prend l'exemple de l'économie planifiée de l'ex-Union soviétique. Il fut un temps où les résultats étaient très loin des objectifs assignés par le Plan. On a alors décidé de primer la fabrication de verre à la production. Qu'est-ce qui est arrivé ? On a eu des verres tellement épais qu'il n'était plus possible de boire dedans. On a rectifié le tir, on s'est dit : non, c'est idiot, on ne va pas primer à la production mais au m². Conséquence : une pichenette et le verre se brise. Dans tous les régimes, l'incitatif est un extraordinaire moteur.

Nous avons trouvé jadis le moyen pour assurer l'indépendance de l'administration par rapport au politique en créant des statuts. Mais aujourd'hui l'égalitarisme doit être éliminé rapidement. Comment imaginer motiver les plus talentueux, les plus endurants contre ceux qui sont attirés par la fonction publique uniquement par la sécurité qu'elle pouvait offrir ? On ne peut plus s'offrir ce luxe.

Nous avons une fenêtre importante qui s'ouvre à nous. Le baby-boom des années soixante se traduit aujourd'hui par ce que d'aucun appellent le papy-boom. Un grand nombre de travailleurs du service public vont prendre le chemin de la pension dans les 5 à 10 ans qui viennent. L'idée n'est pas de rendre le travail des rescapés plus pénible. Mais on peut se dire simplement que les technologies de l'information ne sont pas seulement valables pour les entreprises privées mais qu'elles permettent des économies d'échelle importantes.

Malheureusement à court terme ce n'est pas le chemin que le détricotage du pays est en train de nous promettre. Nous sommes les champions du monde de la complexité institutionnelle et la situation n'est pas près de s'améliorer.

2/ Le deuxième défi majeur est l'enseignement.

Là aussi l'égalitarisme sévit à outrance. Comment imaginer mettre sur un même pied le jeune professeur, ou celui plus âgé, qui garde la passion, qui revoit ses cours, qui conserve un amour de la connaissance, qui s'évertue à faire la différence entre les faits et les idées, à promouvoir l'effort, le respect de l'apprentissage... ?

Sans fouler au pied cet égalitarisme nous n'arriverons pas à valoriser les enseignants comme ils le méritent.

Ces réseaux qui se font la compétition, qui représentent des cloisonnements imbéciles et qui coûtent cher.

Quand va-t-on mettre un terme à ces dysfonctionnements ?

Quant aux programmes de cours, quand va-t-on considérer qu'une opinion n'est pas un fait, et qu'avant de permettre à un élève de construire une opinion, il faut entraîner sa mémoire et lui apprendre la discipline de la connaissance. L'enseignement est un enjeu majeur.

Le discours un peu « tarte à la crème » avec cette question « quel monde allons-nous laisser à nos enfants », alors que la question urgente d'ici 2020 est : comment préparer nos enfants à affronter un monde sans merci qui est entré en compétition mondiale ?

3/ L'activation du marché du travail.

La 3^{ème} rengaine de l'UWE.

Mais nous la déclamerons, nous ferons des incantations jusqu'à ce que nous soyons entendus.

En situation de haute conjoncture, il existe souvent des pénuries, c'est normal. On devrait se trouver actuellement dans cette situation là.

En période de basse conjoncture on a un chômage élevé.

Et bien nous nous offrons le luxe d'avoir une situation de pénurie extrêmement sérieuse et un chômage de 12% absolument inexcusable.

Pour régler ensemble, avec nos partenaires sociaux, ce problème du chômage, il faut continuer à cultiver comme une fleur rare le goût de la vérité, le goût de la comparaison, de l'évaluation, que nous renoncions une fois pour toutes aux clichés – « tous des paresseux, tous des victimes » – pour toucher au plus près la réalité de chaque demandeur d'emploi. Après tout c'est le moindre respect de les suivre de près, de les prendre par la main, de leur offrir une formation pour leur permettre de rapidement mettre le pied à l'étrier. Et aussi de les responsabiliser lorsque en dépit de tous les efforts de la communauté on préfère la démission ou pire le travail dans l'obscurité. Il y va de l'intérêt de tous.

4/ L'esprit d'entreprendre

Enfin l'un de nos plus beaux défis : promouvoir l'esprit d'entreprendre.

J'ai une mauvaise nouvelle. Il fut un temps où l'on pouvait s'enorgueillir d'être le peuple le moins entreprenant de tous ceux évalués par un célèbre indicateur. Nous étions la lanterne rouge. Mes amis, nous venons de perdre cette place qui nous assurait un minimum de notoriété – l'Autriche et l'un ou l'autre pays étant après nous. Nous sommes dans la pénombre de l'obscurité.

Regardez un enfant qui fait ses premiers pas, qui accepte de tomber, qui découvre le monde les yeux pleins d'étoiles.

Nous avons tous en nous le besoin de changer le monde, de réaliser nos rêves, de les faire partager. L'esprit d'entreprendre est la chose la plus naturelle qui soit, le désir d'améliorer notre quotidien, les conditions dans lesquelles nous déployons notre existence. C'est ce qui nous différencie je pense du règne animal.

Nous devons redécouvrir ce naturel.

Et là je m'adresse aux patrons, aux entrepreneurs lorsque celles et ceux en qui nous plaçons notre confiance auront desserré les liens, pratiqué le culte de la comparabilité, la modestie, renoncé au schéma explicatif réducteur du monde dans lequel nous vivons, lorsqu'ils auront renoncé aux utopies en imaginant que nous pouvons avoir raison contre le reste du monde.

Alors chers amis ce sera à nous de jouer, de montrer qu'il est dans notre nature d'accepter de nous mettre la pression, que nous aimons prendre des risques, que nous aimons rêver, partager nos rêves de croissance avec d'autres. Et que c'est là finalement que nous trouvons la beauté de l'existence.

Car il y a une beauté magnifique à la création, à la croissance, à l'entreprise. C'est une beauté qui nous fascine et qui fait dire au poète que cette beauté là – de se mettre au bord de l'abîme – il faut la suivre, et même lorsqu'elle s'approche du gouffre, qu'elle a des ailes et que nous n'en avons pas.

Il faut continuer à la suivre même quand elle franchit le gouffre.

Car là où cette beauté n'existe pas, il n'y a rien.

Merci beaucoup.